SANTÉ MONDIALE 2030

Note *bleue*

Santé mondiale 2030 appelle la France à soutenir le Fonds mondial

09 avril 2025

Le think tank « Santé mondiale 2030 » existe depuis octobre 2016. Il regroupe des personnalités impliquées dans la santé mondiale : Sana de Courcelles, François Dabis, Annabel Desgrées du Loû, Jean-François Delfraissy, Éric Fleutelot, Frédéric Goyet, Michel Kazatchkine, Marie-Paule Kieny, Mathieu Lamiaux, Lélio Marmora, Benoît Miribel, Olivier Nay, Luis Pizarro, Amélie Schmitt, Agnès Soucat et Stéphanie Tchiombiano. Jessica Borges en est la coordinatrice.

Les membres du groupe le sont à titre individuel et non au nom de leurs organisations respectives. Le présent document est le fruit d'un travail collectif au sein du groupe. Il n'engage en aucun cas, ni ne reflète l'opinion individuelle de chacun des membres.

Le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme vient de lancer la huitième campagne de reconstitution de ses ressources financières pour la période triennale 2026 - 2028, dans un contexte très incertain de tensions géopolitiques et de remise en question du financement de l'aide publique au développement (APD) dans le monde.

Un instrument multilatéral essentiel de la lutte contre les trois pandémies

Créé en 2002 après l'appel à la solidarité internationale dans la lutte contre le sida lancé par Kofi Annan, le Fonds mondial est le premier instrument multilatéral de financement des pays à revenu limité dans leurs programmes de lutte contre les trois pandémies. La France a largement contribué à sa création et en est restée l'un des premiers financeurs au cours des deux dernières décennies.

Les financements conjoints du Fonds mondial et du Plan présidentiel d'urgence américain pour la lutte contre le sida (PEPFAR) ont aidé à transformer le paysage de la lutte contre le sida dans le monde. Aujourd'hui, 77% (30,7 millions) des personnes vivant avec le VIH ont accès aux traitements antirétroviraux [1]. Le nombre annuel des nouvelles infections VIH a diminué de 40% dans les deux dernières décennies [2]. Le Fonds mondial représente 76 % du financement international des programmes de lutte contre la tuberculose [3] : il est le premier financeur des traitements particulièrement onéreux des formes multi-résistantes de la maladie dans les pays à revenu limité. Enfin, le Fonds mondial assure 62 % du financement international des programmes de lutte contre le paludisme [4] en permettant aux pays l'achat de moustiquaires imprégnées, de traitements et de prophylaxies pour les femmes enceintes et les enfants notamment. Au total, plus de 70 % des financements du Fonds mondial bénéficient aux pays africains [5].

Le conseil d'administration du Fonds mondial est un modèle original dans le paysage multilatéral, associant à parts égales des représentants des pays donateurs et des pays récipiendaires, assurant un droit de vote décisionnel équivalent aux représentants de gouvernements, de la société civile, et du secteur privé. De plus, la gestion et le contrôle des financements du Fonds sont robustes, suivant les standards internationaux de comptabilité.

[1] ONUSIDA. *Fiche d'information*. [En ligne].
[2] ONU Info. *Pour mettre fin au sida, l'ONUSIDA plaide pour plus d'implication des communautés*. [En ligne].
[3] Le Fonds mondial. *Le Fonds mondial et le Partenariat Halte à la tuberculose intensifient leur collaboration pour lutter contre la tuberculose, la maladie infectieuse la plus meurtrière.* [En ligne].
[4] Le Fonds mondial. *Paludisme.* Consulté le 09 avril 2025. [En ligne].
[5] Le Fonds mondial. *Rapport 2024 sur les résultats*. [En ligne].

Poursuivre et évoluer dans un monde en pleine mutation

L'environnement international dans lequel s'ouvre la nouvelle campagne de reconstitution des ressources du Fonds mondial est alarmant à de nombreux égards. Le gel temporaire des décaissements et une diminution importante annoncée de l'APD en santé des États-Unis sont de sérieux signaux d'alerte. La lutte contre le sida en sera particulièrement et rapidement affectée du fait des coupes massives dans le programme PEPFAR et de l'arrêt des financements de programmes en faveur de l'égalité de genre et des populations les plus vulnérables, en particulier en Afrique. La Commission européenne, plusieurs pays de l'Union, le Royaume-Uni et la Suisse ont aussi annoncé des diminutions programmées importantes de leur APD. Enfin, le climat politique international n'est pas favorable à un consensus multilatéral sur les grandes questions qui se posent au monde et qui demandent une réponse coordonnée de la communauté internationale : la santé mondiale, mais aussi la lutte contre le changement climatique et la préservation de la biodiversité.

Le Fonds mondial reste indispensable, mais à court et moyen terme, il doit aussi évoluer pour répondre aux défis de santé mondiale dans un monde post-COVID globalisé et multipolaire, et où la contribution financière des États-Unis et de certains autres pays ne sont plus garanties. La crise COVID a interpellé l'ensemble de la communauté internationale sur la nécessité d'une approche plus transversale et multisectorielle de la santé avec une prise en compte plus affirmée de ses déterminants sociaux, économiques, et environnementaux. Depuis 20 ans, nombre de pays autrefois pauvres sont également devenus des pays à revenus moyens et émergents, et prennent en charge leurs politiques de santé en avançant lentement vers la couverture universelle en santé. Les financements de santé mondiale devront ainsi mieux intégrer le besoin d'investissement dans les systèmes de santé, et notamment les ressources humaines et la production locale de produits de santé, y compris innovants.

Le soutien de la France au Fonds mondial : un partenariat historique renouvelé autour de trois nouvelles inflexions stratégiques

Dans ce contexte inédit et conscients des défis budgétaires qui se posent à notre pays, le think tank Santé mondiale 2030 appelle la Présidence de la République, les ministères des Affaires Étrangères, de la Santé et de l'Économie et des Finances à soutenir le Fonds mondial dans un partenariat renouvelé. Dans ce sens, le think tank Santé mondiale 2030 souhaite que la France soutienne et s'engage dans trois inflexions à court et moyen terme des programmes et de la gouvernance du Fonds mondial :

- Accélérer la transition des pays à revenus intermédiaires bénéficiaires de financements du Fonds mondial vers des financements domestiques, en ligne avec l'agenda de Lusaka ainsi qu'avec les politiques de transition et de co-financement du Fonds mondial. Un partenariat avec les banques publiques de développement pourrait soutenir cette transition, en accord avec les recommandations de l'agenda « Financement pour le développement » et du Sommet « Nouveau Pacte Financier Mondial » lancé à Paris en 2023 [6]. Cette transition pourra s'accompagner d'un renforcement de la synergie entre les investissements bilatéraux et multilatéraux. Les bailleurs du Fonds mondial, dont la France, devraient par ailleurs s'adapter au contexte actuel de crise financière avec une concentration des ressources allouées pour le prochain cycle en début de période (« *front-loading* ») pour permettre aux pays récipiendaires d'anticiper et amortir le choc financier dans un contexte de transition.

- La France, avec ses partenaires européens, doit être une force de proposition et d'innovation dans la gestion et les réformes à venir du Fonds mondial. Par exemple, en projetant, pour sa future stratégie, de décentraliser son secrétariat pour mener ses activités au plus près des pays qu'il sert, en Afrique en particulier, et en renforçant l'agenda de la production et d'achat locaux.

- Au plan national, et si possible européen, nous proposons la mise en place d'un comité scientifique de santé mondiale pour suivre l'ensemble des investissements multilatéraux et bilatéraux en santé. La mise en place d'un programme de collaboration franco-européen avec le Fonds mondial pourrait également favoriser les investissements dans des programmes de recherche et d'innovation qui répondront aux nouveaux défis de santé mondiale et soutiendront la capacité des institutions scientifiques des pays à revenu limité.

  Nous souhaitons également qu'une communication publique soit mise en place permettant à nos concitoyens de mieux comprendre les enjeux de ces investissements dans une période de contraintes budgétaires [7].

La France doit ainsi retrouver un leadership scientifique, diplomatique et politique à la hauteur de ses investissements en santé mondiale.

[6] Créé lors du Sommet pour un Nouveau Pacte Financier Mondial en juin 2023, le Pacte de Paris pour les Peuples et la Planète (4P) a défini quatre principes essentiels visant à rendre la politique financière internationale plus efficace, afin de soutenir les pays les plus vulnérables face aux crises et aux défis de la transition climatique.
[7] Santé mondiale 2030 (14 mars 2025). *Sauver l'Aide publique au développement : un enjeu de santé crucial pour tous*. *La Tribune Dimanche*. [En ligne].

| santemondiale2030@gmail.com | www.santemondiale2030.fr |
| LinkedIn : Santé mondiale 2030 | X : @Sante2030 |
| Bluesky : @santemondiale2030.bsky.social |